

S A I N T  
P A U L  
D E  
V E N C E

Nombre de conseillers	23
en exercice	23
présents	20
votants	22

Date de publication	05/04/2024
---------------------	------------

**Date de convocation et d'affichage :**

29/03/2024

## Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal de SAINT-PAUL DE VENCE

Le **deux mil vingt-quatre, le trois avril à 18h30** le Conseil Municipal de la commune de Saint-Paul de Vence, s'est réuni au sein de l'Auditorium, après convocation légale sous la présidence de M. Jean-Pierre CAMILLA, Maire.

### Etaient présents :

**MM. CAMILLA Jean-Pierre, CHEVALIER Frank, NUTTIN Marc, RAFFAELLI Jean-Louis, ROUSSEAU Mathieu, ROUX François, STACCINI Pascal, VADO Alain, ZULIANI Alex, FAURE Jean-Paul, VERIGNON Benoît.**

**Mmes CAUVIN Édith, COLLET Sylvie, DALMASSO Sandrine, DUMONT Christelle, GUIGONNET Nadine, HARTMANN Laurence, TOLLE Sylvie, CHARENSOL Sophie, SAPHORES-BAUDIN Frédérique.**

### Procurations / Absents excusés :

**Mme VOISIN Céline donne procuration à M. ZULIANI Alex**

**M. VACQUIER Nicolas donne procuration à M. VERIGNON Benoît**

### Était absent : M. BARTHES François

**Mme Sylvie TOLLE** est élue secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Locales.

## Délibération N°03.04.2024\_026

### Objet : RESSOURCES HUMAINES – Attribution des tickets restaurant

Rapporteur M. CHEVALIER

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L452-42,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 25,

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale et notamment les articles 20 et 71,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en sa séance du 12 mars 2024,

**Monsieur le Maire EXPLIQUE** à l'assemblée délibérante que l'action sociale a pour but d'améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, par exemple dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs. Elle est aussi destinée à les aider à faire face à des situations difficiles.


Les collectivités territoriales sont dans l'obligation d'offrir à leurs personnels des prestations d'action sociale. La loi du 19 février 2007 a complété le Code général des collectivités territoriales et inséré les prestations d'action sociale dans la liste de leurs dépenses obligatoires, juste après la rémunération des agents (article L.2321-2 alinéa 4 bis du Code général des collectivités territoriales pour les communes).

Conformément à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, l'attribution des titres restaurant entre dans le cadre légal des prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, distinctes de la rémunération et des compléments de salaires et attribuées indépendamment du grade, de l'emploi, de la manière de servir.

Le titre restaurant est un titre de paiement servant à régler une partie du repas et il représente une participation de l'employeur au déjeuner de ses salariés pendant leurs jours de travail.

Au même titre que les entreprises, les titres-restaurant sont en partie financés par l'administration, elle doit **prendre en charge entre 50% et 60%** de la valeur des titres-restaurant.

Les agents publics se verront remettre leurs titres-restaurant sous plusieurs formats :

-  Accès à une application sur smartphone ;
-  Carte à puce ;

## AR Prefecture

### Article 1 : Bénéficiaires des titres restaurant :

006-210601282 Agents titulaires, stagiaires, contractuels en contrat à durée indéterminée  
Reçu le 05/04/2024 Contractuels en contrat à durée déterminée

### Non concernés par les titres restaurant :

- Ensemble du personnel bénéficiant de restauration collective sous forme d'avantage en nature (personnel du service des affaires scolaires et de la crèche Le Mas des P'tits Loups)

### Article 2 : Périodicité de versement des titres restaurant

La carte ticket restaurant est alimentée mensuellement, selon le calendrier de présence de l'agent du mois précédent.

### Article 3 : Modalités d'attribution des titres restaurant

Un forfait de **dix titres restaurant par mois** est accordé aux agents bénéficiaires.

Ce forfait pourra être réduit selon l'état de présence de l'agent du mois précédent, soit dans l'hypothèse où il aurait été présent moins de 10 jours sur le mois M-1.

Pour bénéficier de titres-restaurants, **deux conditions d'attribution** doivent être remplies :

- Un titre-restaurant est attribué par jour travaillé**, par conséquent, pas de titre-restaurant pour un agent absent pour congé ou maladie. En revanche, si l'un des agents est en télétravail, il pourra bénéficier de titres-restaurants.
- Une pause déjeuner doit être requise dans l'horaire du travail des agents.**

### Article 4 : Détermination des montants fixés

Chaque titre restaurant a une valeur faciale de 5€ dont 50% seront pris en charge par la collectivité. Il est possible de dépenser jusqu'à 25€ par jour du lundi au samedi (excepté dimanche et jours fériés).

**Monsieur le MAIRE PRECISE** que les crédits nécessaires à l'instauration des tickets restaurant sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

**Monsieur le Maire DEMANDE** au conseil municipal :

- D'AUTORISER** la mise en place des titres restaurant à partir du mois d'avril 2024 au bénéfice du personnel communal ;
- DE FIXER** la valeur faciale du titre restaurant à 5€ et la participation de la mairie à 50 % de la valeur du titre ;
- DE L'AUTORISER** le maire à signer la convention de prestation de services avec le prestataire retenu ainsi que tous les documents afférents à cette décision ;

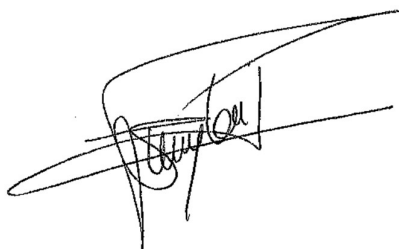
**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

### À l'unanimité

- AUTORISE** la mise en place des titres restaurant à partir du mois d'avril 2024 au bénéfice du personnel communal ;
- FIXE** la valeur faciale du titre restaurant à 5€ et la participation de la mairie à 50 % de la valeur du titre ;
- AUTORISE** le maire à signer la convention de prestation de services avec le prestataire retenu ainsi que tous les documents afférents à cette décision ;

*Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme.*

Secrétaire de séance :



Le Maire de Saint-Paul de Vence,  
Vice-Président de la CASA délégué au Tourisme,  
Président du SIEVI,  
**Jean-Pierre CAMILLA**

